



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

JVC

Question écrite n° 44457

Texte de la question

M. Alain Bocquet attire l'attention de M. le ministre delegue aux affaires europeennes sur la fermeture du site JVC de Villers-la-Montagne en Lorraine qui pose directement le probleme des fonds publics et des aides de l'Union europeenne aux entreprises. Apres avoir reçu des aides considerables (zone transitoire du PED a l'epoque la zone de Villers-la-Montagne autorisait pres de 50 % d'aides sur l'investissement) et le batiment presque neuf de l'ancienne usine Thomson a des conditions exceptionnelles, la direction du groupe promettait, lors de l'inauguration, le 27 avril 1989, la creation de plus de cinq cents emplois. En fait les effectifs n'ont que peu de temps depasse la base des trois cents et des 1992 un premier plan social commencait deja a reduire le personnel et n'ameliorait en rien des conditions de travail et de remuneration vraiment tres particulieres. Mais plus preoccupant encore, c'est a cette meme periode et dans une conjoncture mondiale marquee par une depreciation du marche de l'audio et de la hi-fi, que la direction du groupe JVC decidait et localisait en Ecosse la construction de sa seconde unite de production europeenne. Des negociations ont ete menees entre JVC France, la Communaute europeenne et l'Ecosse pour qu'une subvention de 2,5 millions de francs aide au transfert de la production de Villers-la-Montagne vers l'Ecosse. L'argument avance jusque-la par la direction de Villers-la-Montagne portait sur l'impossibilite de JVC de faire face aux conditions imposees par la conjoncture economique. Selon elle, le site genererait des pertes qui ont contraint l'administration du consortium a demenager l'activite de l'usine pour la regrouper sur un meme pole. En fait, les motivations de l'entreprise apparaissent aujourd'hui sous un eclairage nouveau. Comme en 1993 pour la societe d'electromenager Hoover, Bruxelles a contribue a faire jouer la concurrence entre deux pays de la communaute. C'est une attitude inadmissible, favorisant les delocalisations meurtrieres pour l'emploi en France par le budget europeen largement finance par la France elle-meme. Cette situation pose une nouvelle fois la question de l'utilisation des fonds publics. Les comportements de JVC, comme ceux d'autres entreprises deja en Meurthe-et-Moselle et ailleurs, laissent a penser que les fonds publics constituent en fait, non pas des aides a l'aménagement du territoire et a la creation d'emplois mais bien des cadeaux sans controle au capital prive. L'avenir des personnels de cette entreprise, les enjeux importants en terme de redeveloppement et d'emploi auxquels le departement est confronte comme les efforts mis en oeuvre par les elus locaux pour sortir ce secteur de la crise, donnent a l'ensemble des financeurs publics de ce projet des responsabilites particulieres. Il lui demande la mise en place d'une commission departementale permettant le controle et le suivi de l'utilisation des fonds publics alloues aux entreprises. Au-dela de la transparence qu'elle serait en capacite d'apporter, elle contribuerait a faire prevaloir l'aménagement du territoire et l'emploi comme principes exclusifs d'utilisation de ces fonds ; le maintien en activite du site JVC de Villers-la-Montagne ; l'intervention que la France entend faire pour empecher le budget europeen d'entretenir par les delocalisations la guerre economique entre pays de l'Union.

Texte de la réponse

Le dossier relatif a la fermeture de l'usine JVC de Villers-la-Montagne en Lorraine fait l'objet d'un suivi attentif par le Gouvernement, naturellement preoccupe par les consequences de cette decision sur le plan social. La delegation a l'aménagement du territoire et a l'action regionale a ainsi ete charge d'aider a la recherche d'un repreneur pour cette entreprise. Le commissaire de la DATAR en Lorraine poursuit activement cette mission en concertation etroite avec les differents acteurs concernes. Le groupe JVC a decide de transferer sa chaine de

production de Villers-la-Montagne en Chine, et non, comme la rumeur en avait couru, en Ecosse. Néanmoins, pour répondre à la préoccupation de l'honorable parlementaire quant au risque de concurrence entre régions de la Communauté, les précisions suivantes doivent être apportées quant à l'action des autorités françaises pour éviter cette situation. Le Gouvernement français a toujours estimé que la réalisation du marché unique et l'exercice de la libre concurrence devaient s'établir sur la base de règles communes sans lesquelles de nombreux secteurs économiques se trouveraient pénalisés et l'emploi fragilisé. Cette harmonisation nécessaire doit être recherchée sur le plan technique mais aussi sur le plan social. L'harmonisation sociale constitue l'une des revendications premières de la France. L'approche peut être sectorielle (ainsi notre demande relative au secteur des transports routiers) ou horizontale (ainsi l'adoption, en décembre 1996, de la directive relative au détachement des travailleurs dans le cas d'une prestation de service). Le memorandum « pour un modèle social européen », présenté au sommet de Turin par le Président de la République, fait de la lutte contre le « dumping social » un objectif majeur. La France tient à ce que le droit social communautaire soit appliqué partout de manière équivalente. Comme le sait l'honorable parlementaire, le protocole social a constitué une étape décisive. Pour qu'il s'impose à tous les membres, actuels ou futurs, de l'Union européenne, notre pays propose, dans le cadre de la conférence intergouvernementale qui est en cours, que ce protocole soit intégré au traité CE. Notre pays est également soucieux que les aides, nationales et communautaires, qui sont accordées dans les régions de l'Union et, on peut le rappeler, font déjà l'objet d'un taux plafond variable selon le niveau de développement des zones bénéficiaires, ne provoquent pas de distorsion de concurrence entre entreprises et entre régions de la Communauté. La Commission européenne mène actuellement une réflexion sur certains aspects de cette question et elle va soumettre au Conseil des propositions concernant notamment l'encadrement communautaire des aides d'État aux PME et l'encadrement multisectoriel des aides à finalité régionale en faveur des grands projets d'investissement. Sans préjudice de la réflexion en cours sur ces propositions et de leur examen détaillé lorsqu'elles seront formellement présentées, la limitation de la surenchère en matière d'aides entre les régions des États membres et la mise en place d'une procédure permettant une transparence plus grande quant à l'utilisation des aides régionales par nos partenaires européens sont des objectifs que la France ne peut que partager.

Données clés

Auteur : [M. Bocquet Alain](#)

Circonscription : - COM

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 44457

Rubrique : Matériels électriques et électroniques

Ministère interrogé : affaires européennes

Ministère attributaire : affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 octobre 1996, page 5596

Réponse publiée le : 24 mars 1997, page 1513